

(N° 339.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 JUIN 1926.

PROPOSITION DE LOI

sur le commerce des vins provenant de la Moselle luxembourgeoise.

DEVELOPPEMENTS

MESSEURS,

Il n'est pas étonnant que, dans les conditions économiques actuelles, l'application de la convention de l'Union douanière entre la Belgique et le Grand-Duché, provoque quelques froissements.

On se rappelle que, lors des dernières élections grand-ducales, au début de 1925, la lutte entre les partis, prit une allure qui lui donnait une apparence d'être dirigée, en réalité, contre la Belgique.

Ce n'est ni le moment, ni l'endroit d'examiner les griefs qui furent alors formulés, bien que des polémiques se continuent à leur sujet, au cours desquelles s'accréditent de déplorables légendes.

Mais il est des questions qui ont un caractère d'urgence spéciale, qu'il serait aisé et partant sage de trancher, dans l'intérêt des deux parties.

Si certaines de ces questions doivent se régler par la voie diplomatique, souvent très lente, il en est d'autres dont la solution appartient au pouvoir législatif belge, et dès lors nos voisins se plaignent, non sans raison, qu'étant sans voix à notre Parlement, leurs intérêts ne peuvent y être défendus.

Il nous a semblé que, voisins immédiats du Grand-Duché, ayant occasion de rencontrer ses habitants et d'entendre leurs doléances, c'était pour nous un procédé de bon voisinage tout autant qu'un acte de sain patriotisme que d'user de notre initiative pour leur obtenir de légitimes satisfactions, auxquelles d'ailleurs nous-mêmes nous avons un intérêt certain.

. . .

Lorsqu'il fut question du Traité d'Union économique, il s'en fallut de beaucoup que nos voisins fussent unanimes sur le principe même et sur les modalités de la convention.

Les polémiques furent très vives.

La convention devant régler tous les rapports économiques, dans tous les domaines, il est naturel que le projet trouvât à la fois des défenseurs et des adversaires.

Parmi ceux qui en furent partisans, figuraient, au premier rang, les habitants de la région vinicole. Ils espéraient que la convention ouvrirait à leurs produits

le marché belge, d'autant plus aisément qu'à toute évidence, notre pays avait intérêt à les consommer et à diminuer ainsi les importations onéreuses, dont l'importance, maintes fois dénoncée, pèse lourdement sur la balance de nos comptes.

Au cours des travaux préparatoires de la loi ratifiant le Traité d'union, des déclarations très explicites furent faites, qui devaient confirmer ces espoirs, en affirmant l'intérêt conjugué des contractants.

Dans le rapport qu'il présenta au nom de la Commission spéciale, M. Hymans s'exprimait comme suit (*Doc. Parl.*, 1921-1922, n° 16) :

« Parmi les produits que le Grand-Duché peut nous offrir, il convient de faire mention spéciale de leurs vins de la Moselle.

» Une disposition relative à cet article a été insérée dans le Traité; elle exonère les produits de la viticulture luxembourgeoise de tous droits d'accises. Cette disposition qui avantage les viticulteurs du Grand-Duché, est favorable aux consommateurs belges.

» Elle mettra à la portée de toutes les bourses une boisson qui ne tardera pas à être appréciée chez nous. »

D'autre part, M. Jaspar, Ministre des Affaires Étrangères, disait à la Chambre, le 23 janvier 1922 :

« La Convention doit veiller à assurer la consommation en Belgique, tant dans l'intérêt de la Belgique que du Grand-Duché, des vins de la Moselle. »

Et plus tard, à propos de l'émotion qui avait été causée par l'annonce de la suppression ou de la réduction des droits grevant l'entrée des vins en Belgique, le Gouvernement luxembourgeois avait rappelé au Gouvernement belge, que celui-ci avait assuré, à différentes reprises, au Grand-Duché, qu'en vertu de l'accord économique, il se considérait comme *obligé de défendre les intérêts de la Moselle luxembourgeoise*.

Faisant allusion à ces incidents, le Ministre des Affaires Étrangères disait :

« Le 21 novembre, le Gouvernement belge, après avoir exposé qu'il n'entrait pas dans ses intentions de supprimer les droits frappant les vins étrangers, exprimait l'espoir que les vins luxembourgeois seraient mieux connus du public et pourraient former un appoint précieux dans l'économie alimentaire.

» C'était à tort que les viticulteurs craignaient pour l'avenir de leur industrie. »

Enfin, M. Fischer, au cours de la séance du 2 février 1922, parla, en termes qui démontraient combien il connaissait la question, des appréhensions des viticulteurs luxembourgeois.

Il signalait qu'ils perdraient, par la rupture du Zollverein, un débouché qui absorbait jadis leur production et que, d'autre part, ne pouvant songer à exporter vers la France « ils s'étaient tournés, pleins d'espérances vers la Belgique » et s'étaient montrés les plus ardents partisans du Traité.

Et M. Fischer terminait en donnant aux Luxembourgeois le judicieux conseil d'améliorer leur technique, de champagneriser leurs vins, pour s'imposer sur notre marché, par la bonne qualité de leur marchandise.

En fait, l'application du Traité fut une déception pour les viticulteurs. Peut-être avaient-ils cru que la clientèle nouvelle leur serait assurée automatiquement. Ils ont compris depuis, qu'il y avait des efforts à faire et ils ont tiré parti des conseils de M. Fischer; c'est ainsi que l'importante industrie de la champagnisation prend de jour en jour de l'extension.

C'est ici que naît l'un des griefs qui justifient notre intervention.

La vogue progressive des vins luxembourgeois en Belgique, et particulièrement des vins champagnisés, a suscité des concurrences ?

Certes, la concurrence est chose normale. L'émulation qu'elle suscite est un élément de progrès ; mais c'est à la condition qu'elle demeure loyale.

Or les Luxembourgeois se plaignent de l'envahissement du marché par des vins qui n'ont des *vins champagnisés* que l'apparence trompeuse.

La champagnisation des vins est un procédé séculaire ; c'est une industrie compliquée. Elle comporte les soins les plus minutieux. Les vins doivent être traités pendant près de deux ans et soumis à des manipulations délicates par des ouvriers spécialisés dans la série des opérations nombreuses et difficiles qui constituent la champagnisation, telles notamment : la surveillance des tirages ou mise en bouteilles, la prise de mousse, qui est la chose essentielle, le déplacement des vins, la mise sur pupitres pour le *remuage quotidien* pendant des mois entiers, le dégorgement, le dosage, etc...

De plus, les vins destinés à la champagnisation (fermentation naturelle en bouteilles) doivent être les meilleurs, les plus purs et, par conséquent, les plus chers. Si ces vins n'étaient pas de premier choix, la fermentation en bouteilles développerait les mauvaises qualités du vin.

Les bons vins champagnisés doivent avoir au moins deux ans de cave, avant leur mise en vente. Il en résulte que le stock en cave doit être le triple de la vente annuelle et qu'il faut une avance énorme de capitaux ainsi que des magasins très vastes, conditionnés expressément pour les exigences nombreuses de cette industrie spéciale.

En résumé, il faut immobiliser des capitaux considérables si l'on veut travailler selon les règles de l'art et vendre de la bonne marchandise.

Des concurrents présentent à la clientèle des vins mousseux, qui n'ont du *champagne* que l'apparence et sont simplement des vins *d'effervescence artificielle*, rendus mousseux par l'adjonction d'acide carbonique, procédé identique à celui par lequel on fabrique les eaux gazeuses.

L'opération de la gazéification se fait mécaniquement et très rapidement : les vins gazéifiés peuvent être vendus immédiatement. Leur fabrication entraîne des frais minimes qui permettent de les vendre avec gros bénéfice à des prix inférieurs aux prix de revient des vins mousseux naturels.

La fabrication des vins gazéifiés est simple. Le travail qui demande deux ans chez les champagnisateurs se fait en vingt minutes chez les gazéificateurs. Il en ressort que le magasinage n'est pas nécessaire, qu'il est inutile d'avoir des stocks, que l'on peut utiliser des vins de qualité inférieure, et qu'un capital très minime suffit à l'exploitation.

C'est là une concurrence déloyale qui trompe sur la nature et la qualité du produit offert en vente, l'acheteur non prévenu de ces détails techniques. Cette concurrence cause un grave préjudice aux fabricants consciencieux qui appliquent avec scrupules les procédés classiques, longs et onéreux de la *champagnisation*.

Voilà ce dont se plaignent les viticulteurs luxembourgeois qui, pour s'assurer les bénéfices de la Convention économique, se sont imposés à grands frais, de suivre les conseils qui leur étaient donnés judicieusement, d'améliorer leur technique de champagniser leurs vins, de façon à pouvoir présenter à la clientèle belge, une marchandise loyale, pouvant entrer en concurrence avec les produits de luxe, dont l'importation est intense, comme le prouvent les chiffres suivants renseignés par les statistiques de la Douane :

En 1922, il a été vendu en Belgique 4.530.000 bouteilles de champagne ;

En 1923, il en a été vendu 6.023.000 bouteilles
et pendant le premier trimestre de 1924 : 4.490.000 bouteilles.

Les viticulteurs luxembourgeois demandent donc qu'une protection légale leur soit assurée sur un territoire que le Traité leur a ouvert conventionnellement. Cette protection leur est due comme une exécution du Traité dont elle est le complément naturel et nécessaire.

Ils ne demandent pas que soit interdite la vente des vins traités à l'acide carbonique, mais simplement que ces vins soient vendus sous une dénomination qui révèle la façon dont ils sont produits, de façon à éviter la confusion qui naît naturellement de la simple appellation de « vins mousseux ».

Il n'y a là rien de neuf.

C'est pour les raisons générales invoquées par les viticulteurs grands-ducaux, que notre législation interdit la vente de « margarine » sous le nom de « beurre », etc.

Signalons que dans les pays étrangers, ces dispositions légales sont prises déjà.

En Suisse, une nouvelle ordonnance sur les denrées alimentaires, entrée en vigueur le 15 avril dernier, porte sur la matière, les dispositions suivantes, en son article 258 :

« La dénomination *champagne* ne peut être employée que pour les vins mousseux faits avec des raisins de la Champagne, qui ont fermenté en bouteilles et ont été débarrassés de la levure.

» On peut employer la dénomination de *champagnisé* ou *préparé suivant la méthode champenoise* pour les vins mousseux d'une autre origine, à condition qu'ils aient fermenté en bouteilles et aient été débarrassés de la levure.

» Les vins mousseux, y compris les vins mousseux sans alcool qui doivent tout ou partie de leur teneur en acide carbonique, soit à une imprégnation artificielle, soit à une mise en bouteilles sous pression d'acide carbonique, doivent être désignés comme *vins mousseux gazéifiés*.

» Les dénominations prescrites pour les vins mousseux *gazéifiés* doivent figurer sur les étiquettes des bouteilles en caractères hauts d'au moins 5 millimètres et nettement lisibles.

Sur les cartes des vins, les affiches, les factures et les prix-courants, les indications relatives aux vins mousseux doivent être accompagnées de la mention *gazéifiés* prescrite « par le présent article, lorsqu'il s'agit de vins mousseux qui ne sont pas le produit de la fermentation en bouteilles; cette indication doit être lisible et écrite en « toutes lettres. »

En France, la loi du 6 mai 1919, relative à la protection des appellations d'origine, porte en son article 21, une disposition libellée comme suit :

« Les bouteilles de vin dont l'effervescence aurait été obtenue, même partiellement, par addition d'acide carbonique, ne provenant pas de leur propre fermentation, devront porter en caractères très apparents, la mention *vins mousseux gazéifiés* »

Il se voit, par ces exemples, que dans les pays à industrie viticole, on a jugé nécessaire d'empêcher la confusion entre les vins *champagnisés* et les vins *gazéifiés*, tant dans l'intérêt légitime des producteurs que dans celui des consommateurs.

Dans ces conditions, les viticulteurs luxembourgeois considèrent que l'application loyale du Traité d'Union économique exige que des dispositions légales complémentaires soient prises de façon à leur assurer l'exercice normal de leur industrie

et de les protéger contre les concurrences insidieuses dont les consommateurs pâtissent en même temps qu'eux-mêmes.

La question des vins mousseux n'est pas la seule qui préoccupe les viticulteurs luxembourgeois.

Ils attribuent en partie les désillusions que leur a apportées le nouveau régime, à la *contrefaçon* des vins de Moselle en Belgique, notamment par des Grands-Ducaux qui, ne pouvant se livrer à leur industrie chez eux, à raison de la législation qui les atteint, ont transféré leurs opérations en Belgique.

En effet, il se vend chez nous, sous étiquettes de « Vins de Moselle » des vins frelatés livrés à des prix inférieurs. Par ce fait, les véritables vins de la Moselle sont dépréciés et méconnus.

C'est pour parer à ces trafics qu'une loi du Grand-Duché promulguée le 24 juillet 1910, a établi un régime de protection des vins de la Moselle.

Il est d'évidence que si pareille loi n'existait pas en Belgique, devenue par le Traité, le domaine d'expansion de la viticulture grand-ducale, notre territoire deviendrait le refuge des fraudeurs de toute espèce et la viticulture luxembourgeoise serait frustrée d'un appui sur lequel elle croit pouvoir compter parce qu'il est la conséquence logique et l'application loyale de la Convention.

C'est pour éviter que ce préjudice leur soit causé et en même temps pour assurer chez nous la vogue des véritables vins de la Moselle luxembourgeoise, le tout en conformité des buts et de l'esprit de la Convention d'Union économique, que nous soumettons notre proposition à la Chambre.

F. VAN DEN CORPUT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 1 JUNI 1926.

Wetsvoorstel

op den handel in de Luxemburgsche Moezelwijnen.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Het is niet te verwonderen dat, onder de tegenwoordige economische omstandigheden, de toepassing van de Tolunie tusschen België en het Groot-Hertogdom, wrijving verwekt.

Het ligt nog in ieders geheugen, dat bij de jongste verkiezingen in het Groot-Hertogdom, begin 1925, de strijd onder de partijen den schijn aannam tegen België gericht te zijn.

Het is hier het geschikt oogenblik niet noch de plaats om de grieven te onderzoeken die toen werden uitgebracht, ofschoon de polemiek op dat gebied nog wordt voortgezet en betreurenswaardige legenden ingang vinden.

Er zijn echter vraagstukken die van dringender aard zijn en het ware, in het belang van beide partijen wijs handelen ze op te lossen, vooral daar het gemakkelijk kan geschieden.

Moeten sommige dezer vraagstukken hun beslag krijgen langs diplomatischen weg, die vaak een tragen gang heeft, dan zijn er ook andere waarvan de oplossing aan de Belgische Wetgevende Macht behoort, en dienvolgens klagen onze naburen, niet ten onrechte, dat, vermits zij geen woord hebben in ons Parlement, hunne belangen er niet kunnen verdedigd worden.

Ons schijnt het dat wij, die de naaste bureu zijn van het Groot-Hertogdom en de gelegenheid hebben de klachten hunner bewoners te vernemen, een daad van goede buurschap en van welbegrepen vaderlandsliefde stellen met van ons initiatief gebruik te maken om hun billijke voldoening te schenken, welke trouwens voor ons zelf een onbetwistbaar belang oplevert.

* * *

Toen de Economische Overeenkomst te berde kwam, waren onze naburen hoegenaamd niet eensgezind over de beginselen noch over de modaliteiten, en scherp was de polemiek.

Vermits de Overeenkomst al de economische betrekkingen moest regelen op elk gebied, is het ook natuurlijk dat het ontwerp én voor-, én tegenstanders vond.

Op den eersten rang der voorstanders stonden de bewoners der wijnstreek. Zij hoopten dat de Overeenkomst de Belgische markt voor hunne producten zou

openen, des te meer daar ons land blijkbaar belang had bij dit verbruik om aldus den aanzienlijken invoer te verminderen, waarvan de zware drukking op onze handelsbalans herhaaldelijk werd aangeklaagd.

Tijdens de voorbereidende werkzaamheden der wet tot goedkeuring van het Verdrag, werden zeer duidelijke verklaringen afgelegd die deze hoop moesten steunen, daar bevestigd werd dat het belang van beide partijen gepaard ging.

In het verslag, namens de Bijzondere Commissie, uitgebracht door den heer Hymans, leest men hetgeen volgt (*Gedrukte stukken*, 1921-1922, n° 16) :

« Onder de producten die het Groothertogdom ons bieden kan in ruil voor de onze, dienen vooral de Moezelwijnen vermeld.

» Eene bepaling met betrekking tot deze laatsten werd in het Verdrag ingelascht; zij ontslaat van alle accijnsrechten de producten van den Luxemburgschen wijnbouw.

» Deze bepaling die de wijnbouwers van het Groothertogdom bevoordeelt is ook voor de Belgische verbruikers gunstig. Zij brengt in het bereik van ieders beurs een drank die spoedig bij ons naar waarde zal worden geschat. »

Anderzijds verklaarde de toenmalige Minister van Buitenlandsche Zaken, de heer Jaspar, ter Kamervergadering van 25 Januari 1922 :

« De Overeenkomst moet er voor zorgen het verbruik der Moezelwijnen in België te verzekeren, zoowel in het belang van België als in dat van het Groothertogdom. »

En later, naar aanleiding van de ontroering bij 't vernemen dat de inkomende rechten op de wijnen in België zouden opgeheven of verminderd worden, had de Luxemburgsche Regeering de Regeering van België er aan herinnerd dat deze haar bij herhaling de verzekering had gegeven dat krachtens het economisch verbond zij zich verplicht beschouwde de belangen van de Luxemburgsche Moezel te verdedigen. Daarop zinspelende zegde de Minister van Buitenlandsche Zaken :

« De Belgische Regeering, na verklaard te hebben dat het niet in haar inzicht lag de rechten op de buitenlandse wijnen af te schaffen, drukte de hoop uit, op 21 November, dat de Luxemburgsche wijnen beter door het publiek zouden gekend worden en in de voedingseconomie een belangrijke plaats zouden innemen. Ten onrechte waren de wijnbouwers bevreesd voor de toekomst van hunne nijverheid. »

Eindelijk, in de vergadering van 2 Februari 1922, zegde de heer Fischer, in bewoordingen die bewezen hoe goed hij de zaak kende, wat de Luxemburgsche wijnbouwers vreesden.

Hij wees er op dat zij, door het verbreken van het Zollverein, een afzetgebied verloren dat vroeger hunne productie opslorpte, en dat zij anderzijds, niet kunnende denken aan een uitvoer naar Frankrijk, zich vol hoop tot België hadden gekeerd en als de overtuigdste voorstanders van het Verdrag waren opgetreden.

En de heer Fischer besloot met aan de Luxemburgers den verstandigen raad te geven hunne techniek te verbeteren, hunne wijnen te champagniseeren, om zich aldus door de goede kwaliteit van hunne waar aan onze markten op te dringen.

Feitelijk was de toepassing van het Verdrag eene ontgoocheling voor de wijnbouwers. Misschien hadden zij gehoopt dat de nieuwe cliënteel hun automatisch zou verzekerd zijn. Zij hebben sedertdien begrepen dat er pogingen moesten toe gedaan worden en zij hebben de raadgevingen van den heer Fischer niet in den wind geslagen; zoo neemt bij voorbeeld de belangrijke nijverheid van het champagniseeren elken dag meer uitbreiding.

En hier ontstaat een der bezwaren die onze tuschenkomst verklaren. De

groeijende bijval van de Luxemburgsche wijnen in België en vooral van de gechampagniseerde wijnen, heeft mededinging doen ontstaan. Mededinging is voorzeker iets normaals. De wedijver die zij doet ontstaan is een der noodzakelijke bestanddeelen van den vooruitgang; maar op voorwaarde dat zij eerlijk weze.

Welnu, de Luxemburgers klagen er over dat de markt overstromd wordt door wijnen die van de gechampagniseerde wijnen slechts den bedrieglijken schijn hebben.

Het champagniseeren der wijnen is sedert eeuwen gekend; het is een zeer ingewikkelde nijverheid. Het moet met de uiterste zorgen gedaan worden. Gedurende bijna twee jaar moeten de wijnen met zorg behandeld worden en delicate bewerkingen ondergaan door ter zake kundige arbeiders, in de talrijke en moeilijke reeks behandelingen waarin het champagniseeren bestaat, zooals het bewaken van het aftrekken of het bottelen, het afnemen van het schuim dat de hoofdzaak is, het verplaatsen van den wijn, het plaatsen op stellingen voor het dagelijksch roeren gedurende lange maanden, het aftappen, het doseeren, enz.

Bovendien moeten de wijnen, bestemd voor het champagniseeren (natuurlijke gisting in flesschen) de beste, de zuiverste en dienvolgens de duurste zijn. Indien deze wijnen niet van eerste gehalte waren zou de gisting in de flesschen de slechte kwaliteiten van den wijn doen uitkomen.

De goede gechampagniseerde wijnen moeten tenminste gedurende twee jaar gekelderd zijn voor zij verkocht worden. Daaruit volgt dat de gekelderde hoeveelheid drie maal grooter moet zijn dan de jaarlijksche verkoop. en dat men over aanzienlijke kapitalen moet beschikken alsmede over ruime magazijnen, op passende wijze ingericht voor de talrijke vereischen van deze bijzondere nijverheid.

Kortom, groote kapitalen moeten worden vastgelegd wanneer men volgens de regelen van de kunst wil werken en goede waar verkoopen.

Mededingers nu bieden schuimwijnen aan die slechts den schijn hebben van de champagne, en enkel wijnen met kunstmatige gisting zijn, die schuimend gemaakt worden door de toevoeging van koolzuur, zooals gedaan wordt voor het fabricceeren van spuitwater.

De bewerking van het vergassen wordt mechanisch en zeer snel gedaan: de vergaste wijnen kunnen onmiddellijk verkocht worden. De aanmaak brengt weinig kosten mede waardoor zij met groote winst kunnen verkocht worden tegen prijzen die nochtans lager staan dan de kostende prijzen van de natuurlijke schuimwijnen.

Het aanmaken van vergaste wijnen is zeer eenvoudig. Het werk, dat twee jaar vraagt voor het champagniseeren, wordt in twintig minuten afgedaan bij de vergassers. Daardoor is het opbergen niet noodig, is het niet noodig stocks te bezitten, kan men wijnen van mindere kwaliteit gebruiken, en een zeer klein kapitaal is voldoende voor de exploitatie.

Dit is eene oneerlijke mededinging die den kooper, die niet gewaarschuwd is tegen deze technische bijzonderheden, over den aard en de kwaliteit van de te koop geboden waar bedriegt. Deze mededinging benadeelt ten zeerste de gewetensvolle fabrikanten die angstvallig de klassieke, kostbare en langdurende middelen toepassen van het champagniseeren.

Daarover nu klagen de Luxemburgsche wijnbouwers die, om zich de voordeelen van de economische overeenkomst te verzekeren, de groote kosten hebben gedaan den verstandigen raad die hun gegeven werd te volgen, hunne technische inrichting te verbeteren, hunne wijnen te champagniseeren, om aan hunne Belgische klienteel eene eerlijke waar te kunnen aanbieden, die kan wedijveren met

de weeldeproducten waarvan de invoer aanzienlijk is, zooals de navolgende cijfers van de tolstatistieken bewijzen :

In 1922 werden in België verkocht . . .	4,550,000	fleschen champagne;
In 1923 — — — — — .	6,023,000	—
En gedurende het eerste kwartaal van 1924.	4,490,000	—

De Luxemburgsche wijnbouwers vragen dus dat eene wettelijke bescherming hun zou verzekerd worden op een grondgebied dat hun door het verdrag werd geopend. Deze bescherming is hun verschuldigd als eene uitvoering van het verdrag waarvan zij de natuurlijke en noodige aanvulling is.

Zij vragen niet dat de verkoop van wijnen bewerkt met koolzuur worde verboden, maar eenvoudig dat deze wijnen worden verkocht onder eene benaming die de wijze aangeeft waarop zij worden gemaakt, om aldus de verwarring te doen ophouden die natuurlijk voortvloeit uit de benaming « schuimwijnen ».

Iets nieuws is daar niet in.

Het is op grond van de algemeene beschouwingen door de Groothertogelijke wijnbouwers aangehaald, dat onze wetgeving den verkoop van « margarine » verbiedt onder de benaming van « boter », enz.

Stippen wij nog aan dat deze wetsbepalingen in het buitenland reeds bestaan.

In Zwitserland bestaat eene nieuwe verordening op de eetwaren ; zij werd in werking gesteld op 15 April laatstleden en bevat, in artikel 258, de volgende bepalingen :

« De benaming *champagne* mag alleen gebruikt worden voor schuimwijnen, vervaardigd met druiven uit Champagne die in flesschen gegist heeft en van de gist ontdaan zijn.

» Men kan de benaming « *gechampagniseerd* » of « *bereid* » volgens de in *Champagne toegepaste methode* aanwenden voor de schuimwijnen van eene andere herkomst, op voorwaarde dat zij in flesschen gegist hebben en van de gist ontdaan zijn.

» Moeten « vergaste schuimwijnen » worden genoemd : de schuimwijnen zonder alcohol inbegrepen, waarvan de koolzuurinhoud geheel of ten deele verkregen is, hetzij door kunstmatige doortrekking, hetzij door het bottelen onder koolzuurdruk.

» De benamingen, voorgeschreven voor de *vergaste* schuimwijnen, moeten op de flesch-etiketten voorkomen in letters die ten minste 5 millimeter hoog en zeer leesbaar zijn.

» Op de wijnkaarten, affiches, facturen en prijscouranten, moeten de aanwijzingen betreffende de schuimwijnen begeleid zijn van de vermelding « vergaste », voorgeschreven bij dit artikel, wanneer het schuimwijnen geldt die niet verkregen worden door gisting in flesschen ; deze vermelding moet leesbaar zijn en voluit geschreven zijn. »

In Frankrijk bestaat eene wet van 6 Mei 1919 op de bescherming van de benamingen van herkomst ; artikel 21 bevat eene bepaling luidende als volgt :

« Op de flesschen wijn waarvan het schuimen, ook zelfs gedeeltelijk, zou verkregen zijn door toevoeging van koolzuur, dat niet uit de gisting zelf ontstaan is, moet, in zeer zichtbare letters, de vermelding « *vergaste schuimwijnen* » voorkomen.

Door deze voorbeelden ziet men dat in de landen met wijnbouwnijverheid, men het noodig vond de verwarring van gechampagniseerde met vergaste wijnen

te verhinderen, en dit in het rechtmatig belang van de voortbrengers zoowel als in dat van de verbruikers.

In deze omstandigheden zijn de Luxemburgsche wijnbouwers van gevoelen dat het noodzakelijk is, met het oog op de eerlijke naleving van het Verdrag betreffende het Economisch Verbond, aanvullende wetsbepalingen in te voeren, ten einde de normale beoefening van hunne nijverheid te verzekeren en hen te beschermen tegen eene oneerlijke mededinging, waarvan de verbruikers zooals zij zelf de schade ondervinden.

Het vraagstuk van de schuimwijnen is niet het eenige dat de Luxemburgsche wijnbouwers bezighoudt

Zij schrijven gedeeltelijk de ontgoochelingen toe, die voor hen uit het nieuwe stelsel voortvloeiden, aan de *namaak* der Moezelwijnen in België, namelijk door Luxemburgers die, wegens de wetgeving die hen in het Groot-Hertogdom zou bedreigen, aldaar hun bedrijf niet uitoefenen, doch het naar België overgebracht hebben.

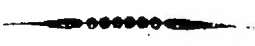
Men verkoopt inderdaad bij ons, onder etiketbenaming van « Moezelwijnen », vervalschte wijnen tegen mindere prijzen. Daardoor worden de echte Moezelwijnen beneden hunne waarde geschat en miskend.

Ten einde dergelijken handel te keer te gaan, heeft eene wet van het Groot-Hertogdom, afgekondigd op 24 Juli 1910, een stelsel tot bescherming der Moezelwijnen ingevoerd.

België is krachtens het verdrag, het expansiegebied van den wijnbouw van het Groot-Hertogdom geworden ; het spreekt vanzelf dat, indien dergelijke wet in ons land niet ingevoerd werd, het weldra een toevluchtsoord voor vervalschers van allerlei slag worden zou ; en de Luxemburgsche wijnbouw zou een steun verliezen op welken zij meent te mogen rekenen, omdat hij het logisch gevolg is van de eerlijke toepassing van de Overeenkomst.

Ten einde hun die schade te sparen en tegelijk de faam der echte wijnen van de Luxemburgsche Moezel te verzekeren, dit alles overeenkomstig de doeleinden en den geest van de Conventie aangaande het Economisch Verbond, hebben wij ons voorstel aan de Kamers voorgelegd.

F. VAN DEN CORPUT.



CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers

PROPOSITION DE LOI

sur le Commerce des vins provenant de la Moselle Luxembourgeoise.

WETSVOORSTEL

op den handel in de Luxemburgsche Moezelwijnen.

ARTICLE PREMIER.

Peuvent seuls être détenus ou transportés en vue de la vente ou vendus en Belgique, sous l'appellation de « Vins de la Moselle Luxembourgeoise » ou autre équivalente, admise par le Gouvernement Grand-Ducal, les vins qui proviennent de la région viticole délimitée de la Moselle Luxembourgeoise, et qui satisfont aux prescriptions spécialement prévues à leur égard par la loi luxembourgeoise du 24 juillet 1909 ou par toute loi subséquente qui serait reconnue au même titre par le Gouvernement belge.

Sont protégées de la même manière les appellations propres aux vins de la susdite région qui sont produits par les vignobles des bans, clos ou propriétés dûment classés, à condition qu'elles aient été régulièrement reconnues par le Gouvernement Grand-Ducal et notifiées par lui au Gouvernement belge.

ART. 2.

Les vins provenant de la région viticole délimitée de la Moselle luxembourgeoise, destinés à la vente en Belgique sous l'une des appellations de l'article premier, ne pourront plus, après leur sortie des régions viticoles, subir aucune modification ou manipulation ultérieure à l'exception de l'ad-

EERSTE ARTIKEL.

Mogen alleen opgeslagen of vervoerd worden, met het oog op den verkoop, of verkocht worden in België, onder de door de Groothertogelijke Regeering aangenomen benaming van « Luxemburgsche Moezelwijnen » of dergelijke, de wijnen voortkomende uit de afgebakende wijnbouwstreek der Luxemburgsche Moezel en beantwoordende aan de voorschriften op bijzondere wijze te dien opzichte voorzien door de Luxemburgsche wet van 24 Juli 1909 of door elke andere nakomende wet welke, te zelfden titel, door de Belgische Regeering zou worden erkend.

Op dezelfde wijze worden beschermd de benamingen eigen aan de wijnen van bovengemelde streek, voortgebracht door de wijnbouwers der behoorlijk geklasseerde bannen, wijngaarden of erven, mits zij regelmatig door de Groothertogelijke Regeering zijn erkend geworden en door haar aan de Belgische Regeering genotificeerd.

ART. 2.

De wijnen uit de afgebakende wijnbouwstreek der Luxemburgsche Moezel voortkomende, bestemd om, in België, onder een der benamingen sub artikel I, verkocht te worden, mogen, na hun uitvoer uit de wijnbouwstreken, geen latere wijziging of behandeling meer ondergaan, behalve de toevoe-

dition de clarifiants, du soufrage et du coupage.

Est notamment défendu une nouvelle fermentation, l'ajoute d'alcool et le mélange de jus fermenté de *fruits autres que le raisin*.

ART. 3.

Le coupage fait de *vins de la Moselle luxembourgeoise* avec des vins d'origine étrangère, ne pourra être dénommé vin de la Moselle luxembourgeoise que dans le cas où celui-ci prédomine dans la masse et en détermine le caractère.

Le mélange fait avec des produits de la Moselle luxembourgeoise pourra être dénommé d'après un ban ou lieu-dit de la Moselle, si le vin provenant de ce ban ou lieu-dit prédomine dans la masse.

Pour tous les vins de coupage et de mélange, il est interdit de mentionner ou d'indiquer dans la dénomination que le vin représente le crû d'un propriétaire déterminé de vignoble.

ART. 4.

Les vins de la région viticole délimitée de la Moselle luxembourgeoise, lorsqu'ils sont importés en Belgique et livrés aux commerçants en vins, devront être accompagnés d'un certificat d'origine, établissant leurs droits aux appellations de provenance sous lesquelles ils peuvent être vendus.

La délivrance de ces certificats incombe aux autorités du Grand-Duché. Ils doivent être mis en possession du négociant qui reçoit le premier le vin en Belgique, celui-ci est tenu de leur donner un numéro d'ordre et de les conserver même après que le vin aura été revendu.

Dans ce dernier cas, et lorsque le négociant fournit à un autre négociant, il fera mention dans sa facture

ging van klaarmiddelen, het zwavelen en het versnijden.

Wordt inzonderheid verboden een nieuwe gisting, de toevoeging van alcohol en de vermenging van gegist vruchtensap *ander dan druivensap*.

ART. 3.

De versnijding van *Luxemburgsche Moezelwijn* met wijnen van vreemde herkomst, mag niet als wijn der Luxemburgsche Moezel benaamd worden dan in het geval waarin deze in de massa overweegt en er den aard van bepaalt.

Het mengsel gemaakt met producten van de Luxemburgsche Moezel mag benaamd worden naar een ban of vlek van de Moezel, indien de van die ban of vlek herkomstige wijn in de massa overweegt.

Voor al de versneden en gemengde wijnen wordt het verboden, in de benaming welke de wijn vertegenwoordigt, de wijnsoort van een bepaalden wijngaard-eigenaar te vermelden of aan te duiden.

ART. 4.

De wijnen van de afgebakende wijnbouwstreek der Luxemburgsche Moezel moeten, wanneer zij in België worden ingevoerd en geleverd aan de wijnhandelaars, begeleid zijn van een bewijs van herkomst, tot staving van hun rechten op de benamingen van herkomst onder dewelke zij mogen verkocht worden.

De aflevering van die bewijzen rust op de Groothertogelijke Overheid. Zij moeten overhandigd worden aan den handelaar die het eerst den wijn, in België, ontvangt; deze is gehouden hun een volgnummer te geven en ze te bewaren zelfs na dat de wijn zal verkocht zijn geweest.

In dit laatste geval, en wanneer de handelaar aan een anderen handelaar levert, maakt hij in zijn factuur mel-

du certificat d'origine qui se rapporte au vin qu'il aura fourni.

ART. 5.

Peuvent seuls être détenus ou transportés en vue de la vente en Belgique, sous l'appellation de vin mousseux, le vin qui est le produit de la fermentation alcoolique du jus ou moût de raisins frais, surchargés d'acide carbonique, résultant d'une seconde fermentation alcoolique en bouteilles d'après la méthode champenoise.

Lorsque la teneur en acide carbonique du vin mousseux provient tout ou en partie de l'addition d'acide carbonique préparé d'avance, la dénomination de vin mousseux doit être complétée par la mention *Gazéifié* ou par un autre qualificatif admis par les deux Gouvernements. La mention de ce qualificatif complémentaire sera imprimée sur l'étiquette de la bouteille d'une manière *visible* et en caractères de 7,5 millimètres de hauteur.

ART. 6.

Il peut être prescrit par arrêté royal que les négociants en vins tiendront un état spécial pour les vins détenus sous l'une des appellations dont il est question aux articles 1 et 5, et y inscriront, suivant l'ordre des dates, les achats et les ventes avec la mention du certificat d'origine s'y rapportant, de manière à permettre aux agents de l'Autorité de suivre les produits et d'en contrôler l'entrée et la sortie dans les magasins ou dépôts.

Dans le commerce de détail, les factures et les livres ordinaires du commerce serviront de moyen de contrôle.

ART. 7.

Des arrêtés royaux désigneront les

ding van het bewijs van herkomst den wijn betreffende dien hij zal geleverd hebben.

ART. 5.

Mag alleen worden opgeslagen of vervoerd, met het oog op den verkoop in België, onder de benaming van schuimwijn, de wijn die voortkomt van de alcoholische gisting van met koolzuur overladen versch druivensap of versche druivenmost, als gevolg van een tweede alcoholische gisting op de flesch, volgens de in Champagne gebruikelijke methode.

Wanneer het koolzuurgehalte van den schuimwijn geheel of gedeeltelijk voortkomt van de toevoeging van vooraf toebereid koolzuur, moet de benaming van schuimwijn worden aangevuld door de vermelding « *vergast* » of een ander door beide Regeeringen aangenomen kwalificatie. De vermelding van die aanvullende kwalificatie zal op *zichtbare* wijze en in letters van 7.5 millimeter hoogte gedrukt worden op het etiket van de flesch.

ART. 6.

Bij Koninklijk besluit kan worden verordend dat de wijnhandelaars een bijzonderen staat zullen bijhouden voor de wijnen, onder een der benamingen, sub artikelen 1 en 5, opgeslagen, en dat zij daarop zullen vermelden, volgens de orde der datums, de aankopen en verkoopen met opgave van het desbetreffend bewijs van herkomst, zoodat de agenten der Overheid de producten kunnen volgen en hun aanvoer in en hun uitvoer uit de magazijnen en opslagplaatsen nagaan.

In den kleinhandel, zullen de facturen en de gewone handelsboeken dienen tot middel van contrôle.

ART. 7.

Bij Koninklijk besluit worden de

fonctionnaires et agents qui, éventuellement, en outre de leurs attributions ordinaires seront chargés de surveiller et de contrôler l'observation de la présente loi et des arrêtés pris en vue de son exécution.

Selon ce qui sera déterminé par ces mêmes arrêtés, les fonctionnaires et agents préposés à ce service sont autorisés à pénétrer dans les établissements, magasins, boutiques et lieux quelconques affectés à la vente des vins et des boissons vineuses pendant tout le temps qu'ils sont ouverts au public.

Ils pourront pénétrer aussi pendant les mêmes heures dans les dépôts y annexés même alors que ces dépôts ne sont pas ouverts au public.

Ils auront le droit de se faire montrer les certificats, factures et autres documents exigés par la présente loi.

Ils constateront les infractions à la loi et aux règlements sur la matière par des procès-verbaux qui feront foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie du procès-verbal sera transmise au contrevenant dans les vingt-quatre heures au plus tard de la constatation de l'infraction.

Ils pourront prélever des échantillons de la manière qui sera prescrite par un arrêté royal qui déterminera en même temps où et dans quelles conditions se feront les analyses et les constatations des résultats de celles-ci.

Les possesseurs de vins ou de boissons détenus dans les endroits visés ci-dessus auront, s'ils en sont requis, à fournir les bouteilles destinées à contenir les échantillons.

ART. 8.

Les poursuites pour infraction à la présente loi pourront être intentées

ambtenaren en agenten aangeduid die, eventueel, — behalve hunne gewone dienstverrichtingen —, zullen gelast worden op de naleving van deze wet en de tot hare uitvoering genomen besluiten het oog te houden en contrôle te oefenen.

Volgens hetgeen door diezelfde besluiten zal worden bepaald, zijn de voor dezen dienst aangestelde ambtenaren en agenten gemachtigd in de inrichtingen, magazijnen, winkels en om het even welke plaatsen, voor den verkoop van wijnen en wijnranken bestemd, binnen te treden gedurende geheel den tijd dat zij voor het publiek open zijn.

Zij mogen ook, gedurende dezelfde uren, in de daaraan gehechte opslagplaatsen binnentreden, zelfs wanneer deze opslagplaatsen niet voor het publiek open zijn.

Zij zullen het recht hebben zich de bewijsschriften, facturen en andere bij deze wet vereischte bescheiden te doen vertoonen.

Zij stellen de overtredingen van de desbetreffende wetten en reglementen vast door middel van processen-verbaal die geloofd worden tot levering van het tegenbewijs. Een kopij van het proces-verbaal wordt den overtreder overgemaakt binnen ten hoogste vier en twintig uren na vaststelling der overtreding.

Zij kunnen stalen afnemen op de wijze voorgeschreven bij een Koninklijk besluit dat tevens zal bepalen waar en op welke wijze de ontledingen en de vaststellingen van dezer uitkomsten worden gedaan.

Indien zij daartoe worden gevorderd, zullen de bezitters van wijnen of dranken, opgeslagen in de bovenvermelde plaatsen, de flesschen moeten leveren om de stalen in te houden.

ART. 8.

De vervolgingen wegens overtreding van deze wet kunnen worden ingesteld

aussi bien d'office par le Parquet que par la voie directe des intéressés lésés; ceux-ci pourront toujours se porter partie civile au cours des instances poursuivies d'office.

Seront punis d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 50 à 1,000 francs ou d'une de ces peines seulement, ceux qui auront contrevenu à la présente loi ou aux arrêtés pris en vue de son exécution.

Seront punis des mêmes peines ceux qui se seront refusés ou opposés aux visites, aux inspections ou à la prise d'échantillons par les agents investis du droit de rechercher et de constater les infractions à la présente loi et aux arrêtés pris en vue de son exécution.

Outre les peines prévues par la loi, les tribunaux pourront ordonner la confiscation et l'annéantissement des vins traités en violation des prescriptions de la présente loi.

ART. 9.

La saisie des marchandises délictueuses pourra être provoquée par toute personne intéressée.

A cette fin une requête sera présentée au Président du Tribunal civil du lieu où les marchandises se trouvent. Ce magistrat commettra huissier et, s'il y a lieu, un ou plusieurs experts qui prêteront serment entre ses mains.

Il pourra imposer le dépôt d'un cautionnement. Copie de la saisie et éventuellement de la description sera laissée au détenteur sous peine de nullité.

A défaut par le requérant de s'être pourvu, soit la voie civile, soit la voie pénale, dans la quinzaine, la saisie et la description sont nulles de

zoowel ambtshalve door het Parket als op rechtstreeksche wijze door de benadeelde partijen; dezen kunnen zich steeds burgerlijke partij stellen in den loop van de ambtshalve vervolgde rechtsgedingen.

Worden gestraft met een gevangenisstraf van zes dagen tot drie maand en met een geldboete van 50 tot 1,000 frank of met slechts een dezer straffen, zij die deze wet of de te harer uitvoering genomen besluiten zullen hebben overtreden.

Worden met dezelfde straffen gestraft, zij die weigering of verzet hebben betoond voor de bezoeken, de inspecties of het afnemen van stalen door de agenten gemachtigd om de overtredingen van deze wet en van de te harer uitvoering genomen besluiten op te sporen en vast te stellen.

Behalve de bij de wet voorziene straffen, kunnen de rechtbanken de inbeslagneming en de vernietiging bevelen van de wijnen behandeld in overtreding van de voorschriften dezer wet.

ART. 9.

De inbeslagneming van de delictueuse waren kan door ieder belanghebbend persoon worden uitgelokt.

Te dien einde, wordt een rekest gezonden aan den voorzitter van de Burgerlijke Rechtbank der plaats waar de waren zich bevinden. Deze magistraat zal een deurwaarder en, desgevallend, een of meer deskundigen aanstellen, die den eed in zijne handen zullen afleggen.

Hij kan borgstelling eischen. Van de inbeslagneming en, desgevallend, van de beschrijving wordt kopij aan den houder afgeleverd, op straffe van nietigheid.

Indien de verzoeker verzuimt zich, binnen de vijftien dagen, te voorzien hetzij bij wege van de burgerlijke rechtsoverzetting, hetzij van de straf-

plein droit, sans préjudice à tous dommages-intérêts.

Art. 10.

Le Gouvernement déterminera, par arrêté royal, la date de la mise en vigueur de la présente loi et prescrira les mesures qu'il jugera nécessaires pour son exécution.

rechtsvordering, zijn de inbeslagname en de beschrijving van rechtswege nietig, onverminderd alle schade en interessen.

Art. 10.

De Regeering zal, bij Koninklijk besluit, den datum bepalen waarop deze wet van kracht wordt en de maatregelen verordenen welke zij voor dezer uitvoering noodzakelijk acht.

F. VAN DEN CORPUT,
Jean MERGET,
COLLEAUX,
J. DE GÉRADON,
Jules PONCELET,
Joseph PIERCO.

